

MAIRIE D'EPINAY-SUR-SEINE

1-3 Rue Quétigny
93806 Epinay-sur-Seine

















Marché de travaux : création d'un auvent d'accueil à l'Espace Lumière, 6 avenue de Lattre de Tassigny à Epinay-sur-Seine

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

Référence du marché : 250010

Le titulaire est alerté sur l'existence d'une visite obligatoire de site

Date et heure limites de remise des plis : le 30 avril 2025 à 12h00

POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE	
	<p>Marché public de Travaux</p> <p><u>Objet</u> : Création d'un auvent d'accueil à l'Espace Lumière</p>
	<p><u>Acheteur</u>:</p> <p>Mairie d'Epinay-sur-Seine Hôtel de Ville - 1-3 rue Quetigny 93800 - EPINAY-SUR-SEINE</p>
	<p>Le marché inclut des considérations environnementales.</p>
	<p>Le marché n'inclut pas des considérations sociales.</p>
	<p>Marché passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable au marché public : CCAG Travaux.</p>
	<p>Le marché est divisé en 3 lots.</p>
	<p>Profil Acheteur : https://marches.maximilien.fr/</p>
	<p>Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard 8 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.</p>
	<p>L'offre est valable 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.</p>
	<p>L'Acheteur se réserve le droit de recourir à la négociation conformément à l'article R.2123-5 du Code de la commande publique. Néanmoins, l'Acheteur réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.</p>
	<p>La visite du site est obligatoire.</p>
	<p>Variantes : Sans objet.</p>
	<p>PSE : Sans objet.</p>
	<p>Code CPV principal de la consultation : 45261000-4 (Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes)</p>

SOMMAIRE

ARTICLE 1. CONTEXTE.....	4
ARTICLE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
2.1. Objet de la consultation	4
2.2. Codes CPV.....	4
2.3. Durée du marché et délai d'exécution des travaux	4
ARTICLE 3. DOSSIER DE CONSULTATION	5
ARTICLE 4. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	5
4.1. Procédure de passation.....	5
4.2. Allotissement	5
4.3. Négociation	6
4.4. Pour obtenir des renseignements complémentaires	6
4.5. Visite de site.....	6
ARTICLE 5. PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE	7
5.1. Dossier de candidature	7
5.2. Sous-traitance.....	9
5.3. Groupements d'opérateurs économiques	9
ARTICLE 6. PRÉSENTATION DE L'OFFRE	10
6.1. Présentation du dossier d'offre	10
6.2. Variantes	11
6.3. Prestations supplémentaires éventuelles	11
6.4. Délai de validité	11
ARTICLE 7. CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE	11
ARTICLE 8. MODALITÉS DE REMISE DES PLIS	12
ARTICLE 9. ATTRIBUTION DU MARCHÉ	13
ARTICLE 10. LITIGES ET DIFFÉRENDS	13
ANNEXE 1: ATTESTATION DE VISITE.....	14

ARTICLE 1. CONTEXTE

L'Espace Lumière, situé au 6 Avenue de Lattre de Tassigny est un bâtiment culturel appartenant à la Ville et qui accueille des concerts, spectacles et conventions.

Le bâtiment est porté par une structure métallique en exosquelette et est doté de parois en panneaux composites rigides et d'une couverture souple type chapiteau. Avec une superficie totale de 650 m², l'établissement a la capacité de pouvoir accueillir jusqu'à 2400 personnes.

ARTICLE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2.1. Objet de la consultation

L'objet de la consultation consiste en la conception d'un auvent qui surplombe les 3 entrées principales du bâtiment afin d'améliorer l'accueil du public au sein de la structure et permettant de faire le lien avec le sas d'attente de la salle.

Lieu d'exécution : 6 avenue de Lattre de Tassigny, 93800 - EPINAY-SUR-SEINE

Le marché est divisé en 3 lots :

- Lot n° 1 "Charpente"
- Lot n° 2 "Gros oeuvre"
- Lot n° 3 "Electricité"

2.2. Codes CPV

Lot n°01, 02, 03 : gros œuvre, électrique, charpente	
45261000-4	Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes
45223220-4	Travaux de gros œuvre
45231400-9	Travaux de construction de lignes électriques

2.3. Durée du marché et délai d'exécution des travaux

Pour l'ensemble de lots :

La **durée du marché** est de 4 mois et démarre à la notification du présent marché.

Délai de la période de préparation et de fabrication

Conformément à l'article 28.1 du CCAG – Travaux, ce délai est de 2 mois. (à titre informatif : mi-mai à mi-juillet 2025)

Caractéristiques du délai de préparation :

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux, la notification du marché vaut comme ordre de service de démarrage de la période de préparation. Le délai de préparation des travaux est de 2 mois conformément au CCAG - Travaux et **intègre la préfabrication de la charpente.**

Délai d'exécution des travaux

Ce délai des travaux est de 2 mois et correspond à la période de fermeture de la salle de spectacles soit du 07/07/2025 au 13/09/2025. Les travaux doivent impérativement être terminés avant la reprise des activités.

Caractéristiques du délai d'exécution des travaux :

Conformément aux dispositions de l'article 18.1.1 du CCAG Travaux, **un ordre de service précisera la date à partir de laquelle démarre la période de travaux.**

ARTICLE 3. DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est téléchargeable, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://marches.maximilien.fr/>

Le dossier de consultation comprend les éléments suivants :

- Le règlement Consultation (RC)
- L'ATTRI1 - Acte d'engagement (AE), pour chacun des lots
- La Décomposition du forfait de rémunération - DPGF pour chaque lot
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières - CCAP commun à tous les lots
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre à chaque lot,
- Les pièces graphiques
- DC1
- DC2
- Le DC4 – Déclaration de sous-traitance

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 4 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande 8 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents du marché, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

ARTICLE 4. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

4.1. Procédure de passation

Conformément à l'article R. 2123-1, 1° du Code de la commande publique, le marché est passé par procédure adaptée.

4.2. Allotissement

Un candidat peut remettre une offre pour chacun des lots.

Le maître d'ouvrage ne limite pas le nombre de lots pour lesquels le candidat peut présenter une offre, ni le nombre de lots qui peuvent être attribués à un même candidat.

4.3. Négociation

Cet article concerne l'ensemble des lots.

Conformément à l'article R.2123-5 du Code de la commande publique, l'Acheteur se réserve le droit de recourir à la négociation avec **les 3 premiers** candidats arrivés en tête du classement de la première analyse des offres de chacun des lots.

La négociation consistera :

- en un ou plusieurs échanges de courriers ou de courriels,
- et/ou en un entretien d'une durée maximale d'une heure à l'Hôtel de Ville d'Epinay-sur-Seine.

A l'issue des négociations, **les 3 candidats** produiront, le cas échéant, un écrit retraçant l'ensemble des informations relatives à leur offre négociée.

L'offre négociée remplacera ou complètera l'offre initiale.

Les éléments de négociation seront intégrés dans le rapport d'analyse des offres et notés dans le tableau « après négociation » afin d'obtenir le classement final.

Néanmoins, l'Acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations conformément à l'article R.2123-5 du Code de la commande publique.

4.4. Pour obtenir des renseignements complémentaires

L'ensemble des renseignements complémentaires doivent être obtenus par le biais du profil de l'Acheteur à savoir <https://marches.maximilien.fr/>

4.5. Visite de site

Le soumissionnaire est tenu d'effectuer une visite des lieux. Le soumissionnaire joint à son offre l'attestation en annexe correctement complétée.

Les candidats devront prendre rendez-vous auprès de :

Monsieur Filippo MURARO
Responsable de bâtiments durables
Direction Générale des Services Techniques,
1 rue Mulot, 93800 EPINAY-SUR-SEINE
Mobile : 06 27 13 85 06
E-mail : filippo.muraro@epinay-sur-seine.fr

Toutefois, le maître d'ouvrage acceptera qu'un soumissionnaire ne se présente pas à celle-ci si des justificatifs démontrant la bonne connaissance des lieux d'exécution sont apportés.

ARTICLE 5. PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE

5.1. Dossier de candidature

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront analysées à partir des critères listés ci-dessous. Lorsqu'un niveau minimum est exigé pour un critère, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés ou toute autre forme de preuve équivalente.

N°	Capacité économique et financière du candidat	Lot
1	Un DUME ou les imprimés DC1 et DC2 disponibles à l'adresse : http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires	Tous les lots
2	Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat n'entre pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique, qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ; si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du Code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D.8222-5-3° du Code du travail) ; si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R.3243-1 du Code du travail, ou des documents équivalents.	Tous les lots
3	Déclaration indiquant le chiffre d'affaires global pour les 3 dernières années	Tous les lots
4	Preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Tous les lots
5	Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.	Tous les lots

N°	Capacité technique et professionnelle du candidat	Lot
1	Une déclaration indiquant les effectifs avec la répartition femmes/hommes et les moyens mis en œuvre en faveur de l'égalité femmes-hommes, moyens annuels du candidat ou mis à la disposition du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années, ou au cours de(s) l'année(s), précédant l'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence, si l'entreprise a été créée depuis moins de trois années.	Tous les lots
2	Liste des principaux travaux réalisées au cours des trois dernières années, notamment ceux concernant les missions similaires indiquant le montant, la date et la qualité du destinataire public ou privé.	Tous les lots
3	Liste de l'outillage, matériels et équipement dont dispose le candidat pour réaliser des prestations de même nature	Tous les lots
4	Les certificats de qualification professionnelle (*)	Tous les lots

(*) CANDIDATURES - QUALIFICATIONS

Les travaux dont la description est donnée dans le CCTP de chacun des lots, sont obligatoirement réalisés par une Entreprise spécialisée (le titulaire du marché, ses co-traitants et/ou sous-traitants agréés) titulaire des qualifications requises, telles qu'elles sont définies par l'Organisme Professionnel de Qualification et de Certification du Bâtiment (QUALIBAT) ou références équivalentes.

En cas d'impossibilité justifiée de produire les documents susmentionnés, notamment en cas de société nouvellement créée, les candidats pourront justifier de leurs capacités financières, techniques et professionnelles par tout autre moyen (certificats de qualification professionnelle / de compétence...).

En application de l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents listés ci-dessous si le maître d'ouvrage peut les obtenir directement par le biais :

- 1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- 2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

En application des articles L. 113-13 et D.113-14 du code des relations entre le public et l'administration, le candidat n'est pas dans l'obligation de transmettre les justificatifs suivants

- l'attestation de régularité fiscale ;
- les déclarations de résultats soumis aux bénéfices industriels et commerciaux ;
- les déclarations de bénéfices non commerciaux ;
- les déclarations de résultats soumis aux bénéfices agricoles ;
- les déclarations de résultats soumis à l'impôt sur les sociétés ;
- les déclarations pour les sociétés mères et les filiales de groupe ;
- l'extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (extrait KBis) et les statuts ;
- les attestations de régularité sociale et de vigilance ;
- la carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics.

Si le candidat est une personne physique :

- l'avis d'imposition à l'impôt sur le revenu ou l'avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu émanant de la direction générale des finances publiques ;
- l'attestation de droit aux prestations délivrées aux bénéficiaires par les organismes de sécurité sociale ;
- Le justificatif d'identité, lorsque le téléservice de l'administration propose le dispositif «FranceConnect» mis en œuvre par l'administration chargée du numérique et du système d'information et de communication de l'Etat sous réserve des dispositions de l'article R. 113-9 du code des relations entre le public et l'administration.

5.2. Sous-traitance

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché ;
- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

5.3. Groupements d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'Acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir

sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'Acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

Dans le cadre de procédures incluant une ou plusieurs phases de négociation ou de dialogue, l'Acheteur peut également autoriser le groupement qui en fait la demande à modifier sa composition lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- 1° Le groupement dispose des garanties économiques, financières, techniques et professionnelles exigées par l'Acheteur pour participer à la procédure ;
- 2° Cette modification ne porte pas atteinte au principe d'égalité de traitement des candidats ni à une concurrence effective entre ceux-ci.

L'Acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

ARTICLE 6. PRÉSENTATION DE L'OFFRE

6.1. Présentation du dossier d'offre

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

N°	Description
1	Acte d'engagement ou ATTRI1 pour chaque lot Le document doit être dûment rempli, daté par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de signer l'acte d'engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre.
2	La DPGF - Décomposition du prix global et forfaitaire pour chaque lot
3	Mémoire technique : <ul style="list-style-type: none">• Planning :<ul style="list-style-type: none">○ Fourniture d'un planning détaillé incluant la période de préparation et précisant les moyens affectés aux différentes tâches.• Note descriptive des moyens humains et matériels mis en œuvre pour respecter les délais et la qualité de résultat attendu.<ul style="list-style-type: none">○ Références et mode opératoire pour respecter les attentes de la MOA.○ Organisation du chantier, proposition d'adaptation des travaux en fonction des contraintes de site...○ Modalités de mise en œuvre de l'ensemble des matériaux et produits, organisation du chantier, proposition des travaux en fonction des

	<p>contraintes du site, fiches produits...</p> <ul style="list-style-type: none"> • Note descriptive sur les mesures de sécurité, d'entretien et d'hygiène du chantier • Note descriptive sur les mesures mises en place pour le respect de l'environnement (nuisances sonores, gestion des déchets, choix des matériaux etc...)
4	L'attestation de visite en annexe correctement complétée
5	Les déclarations de sous-traitances nécessaires le cas échéant

6.2. Variantes

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.
Aucune variante n'est prévue par le maître d'ouvrage.

L'offre doit être strictement conforme aux pièces du marché public.
En cas de présentation d'une variante, seule l'offre de base sera prise en compte.

6.3. Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet pour la présente consultation.

6.4. Délai de validité

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 120 jours calendaires, à compter de la date limite de présentation des offres.

ARTICLE 7. CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE

Le maître d'ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution du marché.

Ces critères d'attribution valent pour tous les lots.

N°	Description	Pondération
1	Valeur technique	60
1.1	Moyens humains, matériels, organisationnels mis en œuvre pour respecter les délais et la qualité de résultat attendu	40
1.2	Proposition de planning, délai d'exécution et de fabrication	20
2	Prix	40
	<i>Règle de trois; Note offre = (prix de l'offre la plus basse / prix de l'offre) * pondération du critère prix</i>	
Pondération totale des critères d'attribution :		100

Une certaine valeur a été attribuée à chaque critère. Sur la base de l'évaluation de tous ces critères, tenant compte de la valeur attribuée à chacun, le marché sera attribué au candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse du point de vue du maître d'ouvrage.

Si une offre lui paraît anormalement basse, le maître d'ouvrage demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

ARTICLE 8. MODALITÉS DE REMISE DES PLIS

Les plis doivent être remis au plus tard à la date et l'heure mentionnées en page de garde du présent document. Les plis déposés postérieurement seront considérés comme étant hors délai.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

Transmission par voie électronique

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : <https://marches.maximilien.fr/>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

ARTICLE 9. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Au terme de la procédure, le maître d'ouvrage demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer le marché de lui retourner :

- L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.
- Les attestations d'assurance reprises dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du code de la commande publique.
- Le Relevé d'identité bancaire - RIB,
- L'Extrait K-bis,

Lors de la conclusion du marché et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire du marché de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

ARTICLE 10. LITIGES ET DIFFÉRENDS

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Le tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif de Montreuil, sis 7, rue Catherine Puig – 93558 Montreuil cedex – Tél : 01 49 20 20 00 – Fax : 01 49 20 20 99

Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

Les renseignements pour l'introduction des recours :

Tribunal Administratif de Montreuil, sis 7, rue Catherine Puig – 93558 Montreuil cedex

Tél : 01 49 20 20 00 – Fax : 01 49 20 20 99

Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

Cette consultation peut faire l'objet des voies de recours dans les délais d'introduction suivants :

- recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision de rejet,
- recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision de rejet ou de la publication de l'avis d'attribution, à l'encontre des décisions faisant grief,
- référé précontractuel dans les conditions définies par le Code de justice administrative (article L.551-1 et s. du CJA).
- recours de plein contentieux dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont rendues publiques la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation (voir arrêt du Conseil d'Etat du 16 juillet 2007, Sté Tropic Signalisation, n°291545). Ce recours peut être assorti, le cas échéant, d'une demande distincte de référé-suspension (article L.521-1 du Code de Justice Administrative).
- référé contractuel dans les conditions définies par le Code de justice administrative (article L.551-13 et s. du CJA).

ANNEXE 1: ATTESTATION DE VISITE

Création d'un auvent d'accueil à l'Espace Lumière, 6 avenue de Lattre de Tassigny – 93800 Epinay-sur-Seine

Dossier : 250010

Procédure : procédure adaptée

Je soussigné :

Représentant la Mairie d'Epinay-sur-Seine

atteste que :

représentant le soumissionnaire :

.....

.....

s'est rendu sur le lieu, le, afin d'apprécier tous les éléments qui lui
permettront de remettre son offre pour le présent marché.

Signatures :

Pour le soumissionnaire,

Pour la Mairie d'Epinay-sur-Seine,

Cette attestation est à compléter et à joindre à l'offre.